

Glyphosate et aprÃ¨s : OÃ¹ va le droit des pesticides ?

Dossier de la rÃ©daction de H2o
February 2024

Ã€ l'heure oÃ¹ la Commission europÃ©enne a procÃ©dÃ© au renouvellement de l'approbation du glyphosate pour une pÃ©riode de dix ans, l'abstention de la France lors du vote interroge. D'un cÃ´tÃ©, Foodwatch et GÃ©nÃ©rations Futures dÃ©noncent une "trahison", quand Greenpeace pointe le "manque de courage" du gouvernement. De l'autre, l'absence affichÃ©e de choix politique pourrait s'interprÃ©ter comme un refus, certes timide, de soutenir la proposition europÃ©enne. Le regard sur les pesticides a, en effet, bien changÃ©. S'ils ont Ã©tÃ© ce "parapluie chimique" Ã l'abri duquel les cultures industrielles se sont dÃ©veloppÃ©es, aujourd'hui leurs effets dÃ©clatÃ©s pour l'environnement et la santÃ© sont attestÃ©s par un nombre croissant d'Ã©tudes. Mais changer les modes de protection des cultures pour sortir de la dÃ©pendance aux pesticides chimiques revient Ã bouleverser les modes de production agricole majoritaires. Trancher en faveur de la transition agroÃ©cologique est un vrai choix politique, Ã©conomique et citoyen difficile Ã assumer.

Sara Brimo, professeur junior HDR en droit public, UniversitÃ© Paris-PanthÃ©on-Assas, et Isabelle Doussan, directrice de recherche en droit, INRAE -Ã The Conversation